

Domaine Public

1 8 5 0

Edition PDF
du 21 décembre 2009

Les articles mis en ligne
depuis DP 1849
du 14 décembre 2009

**Analyses,
commentaires
et informations sur
l'actualité suisse.**

Depuis 1963, un
point de vue de
gauche, réformiste
et indépendant.

En continu, avec
liens et réactions, sur
domainepublic.ch

Dans ce numéro

Copenhague: un succès

Même le consensus scientifique
ne saurait se substituer au processus politique
(Lucien Erard)

Retour sur les minarets: où sont ces élites aujourd'hui tant décriées?

Les élites suscitent l'ire méprisante de l'UDC,
dont le discours populiste s'en prend aux personnes
susceptibles de l'empêcher de dicter l'agenda
(Yvette Jaggi)

Assurance-chômage: stratégie de comptable, erreur de calcul politique

Après la discussion au Conseil national, la 4e révision
ne se présente pas bien (Jean-Daniel Delley)

Europe: la souriante fermeté de Michael Reiterer

Echanges sur la souveraineté au 8e Dialogue
européen à Lausanne (Albert Tille)

Le retour aux sources et le choix européen

«Quand la gauche s'éveillera»,
de Jean-Claude Rennwald, illustre la contradiction
européenne des socialistes (André Gavillet)

Pas de sécurité alimentaire

sans une véritable politique agricole
Ce n'est pas l'autarcie mais le commerce
et les échanges qui viendront à bout
de la faim dans le monde (Lucien Erard)

Copenhague: un succès

Même le consensus scientifique ne saurait se substituer au processus politique

Lucien Erard (21 décembre 2009)

Un succès puisque le réchauffement climatique est à l'agenda des chefs d'Etat ou de gouvernement, presque tous présents, convaincus de la gravité de la situation. Ils auront été entendus partout dans le monde.

Ceux qui parlent d'échec devraient s'en prendre à eux-mêmes. S'engager concrètement à réduire ses émissions de CO2 tient de l'invocation aux Dieux, de

plans tirés sur la comète. Limiter les émissions de CO2 exigera des changements majeurs dans le fonctionnement de nos économies et de nos sociétés, des sacrifices douloureux pour nos pays et leurs citoyens. Comment des gouvernements responsables pourraient-ils prendre des engagements contraignants alors qu'ils n'ont encore que de vagues idées sur la façon dont ils pourraient les tenir? Des gouvernements qui

devront pour cela convaincre leurs opinions publiques d'accepter des mesures draconiennes, des sacrifices importants. Des gouvernements qui, dans les démocraties, n'ont encore aucune idée de la façon et surtout des chances qu'ils ont de les faire accepter par leurs électeurs. C'est là que se jouera le succès ou l'échec, pas à Copenhague.

Retour sur les minarets: où sont ces élites aujourd'hui tant décriées?

Les élites suscitent l'ire méprisante de l'UDC, dont le discours populiste s'en prend aux personnes susceptibles de l'empêcher de dicter l'agenda

Yvette Jaggi (21 décembre 2009)

En Suisse aussi, la dénonciation des élites est un thème récurrent, alimenté par la pratique intensive de la démocratie directe qui multiplie les occasions de réaffirmer la légitimité suprême du peuple, par essence détenteur d'une vérité ne souffrant pas la discussion. Au point qu'il paraît iconoclaste de rappeler, comme l'a écrit encore tout récemment Alex Dépraz (DP 1848), que si le peuple a toujours raison, il ne peut pas valablement décider l'impossible. À cet égard, le refus des minarets, prononcé par 57,5 % des votants et 22 des 26 cantons et demi-cantons, est déjà entré

dans les annales comme l'exemple prototypique d'une décision sujette à caution: elle contrevient en effet selon toute vraisemblance à la Convention européenne des droits de l'homme sous le contrôle de la Cour du même nom établie à Strasbourg et comprenant des juges suisses.

Nouvelles «élites» et vieux reproches

De toute évidence, l'initiative contre les minarets a ravivé les ressentiments de ses tenants à l'encontre des élites, accusées à la fois de désinformation préalable à la votation et ensuite de mépris de la volonté

populaire pourtant clairement exprimée. Qui sont donc ces élites, continuellement citées mais jamais expressément définies? On sent bien qu'il ne s'agit pas de la bourgeoisie visée par les marxistes ni des classes dominantes qui auraient pu lui succéder, encore moins des intellectuels que l'on n'entend plus – et depuis longtemps – s'affirmer comme détenteurs d'un savoir dont ils voudraient assurer le partage et la diffusion. Font désormais figure d'élites d'autres catégories: les leaders d'opinion de toutes obédiences (y compris sportives, mondaines, etc.), les dirigeants des grandes unités

économiques et les détenteurs des pouvoirs politiques et administratifs.

Aux yeux des populistes, les différentes personnalités composant les élites contemporaines, effectivement liées par toutes sortes de connivences, apparaissent comme les relais d'obscurs réseaux éminemment suspects. Toujours prêts à déceler complots et manipulations, le parti UDC qui reste celui de Christoph Blocher et l'hebdomadaire *Die Weltwoche* qui se fait son porte-parole ne se lassent pas de dénoncer la classe médiatico-politique et son conformisme des bons sentiments. Elus, professeurs et juges sont accusés à la fois de méconnaître le quotidien des gens au point de n'avoir pas vu venir le net rejet des minarets et de mépriser la *vox populi* démocratiquement exprimée en osant s'interroger sur les effets réels de la votation du 29 novembre.

A ces reproches s'ajoutent pêle-mêle toutes sortes de récriminations: présence inégale dans les médias, commentaires et sondages orientés, collusions d'intérêts entre donneurs de leçons, juristes obnubilés par les ukases des tribunaux européen et fédéral, journalistes anticipant leur propre satisfaction plutôt que l'avis du peuple souverain. Le tout étant orchestré par des autorités qui ont perdu tout contact avec la vraie vie vécue par le vrai peuple.

Elites face à leurs responsabilités

En bref, le mépris haineux des populistes pour les célébrités considérées comme «*les élites*»

n'a d'égal que l'arrogance qu'ils leur prêtent. Ont-ils entièrement tort? La réponse dépend de l'idée que l'on se fait des élites, étymologiquement les personnes que leurs qualités mettent à l'avant de la société, exemples et références à la fois. Si l'on s'en tient à la représentation qu'en donnent les populistes, les «*élites*» n'en sont plus puisqu'elles ont de fait accepté la banalisation de leur propre fonction, réduite au commentaire instantané, une improvisation et un discours chassant l'autre. Pas le temps d'approfondir, encore moins le besoin de s'engager sur le front.

Mais tournons-nous plutôt vers les élites au sens plus traditionnel du terme, vers les professionnels de la pensée et les émetteurs de réflexions, vers les théoriciens de la politique et les détenteurs de savoirs dans quelque domaine que ce soit. Ces élites assument-elles le rôle social qu'on est en droit d'attendre d'elles? Si oui, c'est en toute discrétion et en ordre dispersé mais non sans effet: le morcellement généralisé diminue les forces de résistance et la capacité d'engagement.

Certes, l'honneur de la pensée n'est pas perdu. L'écologie privilégie les échelles du long terme et du large spectre, renouvelant le débat sur le sens et les composantes de la croissance. Il y a aussi les nouveaux vecteurs d'information facilement accessibles, les clubs de réflexion (comme le Club Helvétique), les développeurs de territoires durables, les défenseurs de l'Etat de droit et les réformateurs de ses institutions. L'UDC ne s'y

méprend pas, qui fustige les juristes spécialisés en droit public, coupables de «*tergiversations*» en tous genres, à l'instar des professeurs «*moralisateurs et antidémocrates*» Rainer Schweizer, Jörg Paul Müller, Marco Sassoli ou Daniel Thürer, habitués des combats que la *Weltwoche* considère évidemment comme faux.

Des voix peu audibles

Or, sauf débat momentané du type minarets, ces voix manquent d'audibilité, particulièrement en Suisse romande où même les membres francophones du Club helvétique se font peu entendre, à la notable exception du conseiller national zurichois de Saint-Ursanne Andreas Gross. Pire, quand les partis se décident à élaborer des rapports et autres «*papiers de position*», ils les oublient à peine produits, ainsi que l'a bien noté Daniel-S.Miéville dans *Le Temps*. Beau gaspillage de compétences pourtant sollicitées.

En clair, les mandants se désintéressent des mandats attribués et ne se soucient pas d'en valoriser le résultat, comme si la pensée politique se suffisait à elle-même et n'avait pas besoin de passer le test de l'action et de l'intervention en temps réel. Christian Levrat et Alain Berset retrouveraient-ils aujourd'hui la disponibilité voulue pour réécrire *Changer d'ère*, ce bon livre-manifeste publié en commun en 2007, avant leur réélection aux Chambres fédérales et leur accession à la présidence, le premier du parti socialiste suisse (depuis 2008), le second du Conseil des Etats (en

<p>2008/09)?</p> <p>Ce qui vaut pour le PSS s'applique aussi, peu ou prou, aux autres formations politiques ainsi qu'à leurs élus et consultants. Voilà pour l'attitude de l'usager. Et qu'en est-il de la production,</p>	<p>notamment universitaire dans le domaine de la pensée politique? Comment sa diffusion s'organise-t-elle? Cette mise en circulation est un enjeu majeur. Car moins l'intelligentsia formée, informée et critique se fait entendre, plus l'UDC peut</p>	<p>dicter l'agenda, des minarets à la libre-circulation des personnes en passant par le renvoi des criminels étrangers ou la gestion sécuritaire des situations et territoires, sans oublier la continuelle réaffirmation du dogme de l'infaillibilité populaire.</p>
--	---	---

Assurance-chômage: stratégie de comptable, erreur de calcul politique

Après la discussion au Conseil national, la 4e révision ne se présente pas bien

Jean-Daniel Delley (15 décembre 2009)

L'assurance-chômage présente un déficit de 6 milliards de francs, qui enfle à raison d'un milliard par an. Un déficit qui va croître encore puisque le nombre de chômeurs continue d'augmenter. La nécessité d'un assainissement financier est donc indiscutable. Mais qui va renflouer la caisse?

Après deux jours de débats, la majorité bourgeoise du Conseil national a tranché en défaveur des chômeurs, en durcissant le projet du Conseil fédéral et la version adoptée précédemment par le Conseil des Etats. Durée de cotisation avant d'avoir droit aux indemnités augmentée, nombre d'indemnités diminué en particulier pour les jeunes, montant de l'indemnité réduit pour les chômeurs de longue durée. «Economie» estimée: 790 millions dont une part non chiffrée sera reportée sur les cantons et les communes au titre de l'aide sociale.

En contrepartie, les députés ont accepté une augmentation du taux de cotisation de 2 à 2,2%. Ils ont également réintroduit une contribution de solidarité sur la part de revenu

non assuré (entre 126'000 et 315'000 francs) jusqu'au moment où la dette de l'assurance chômage sera épongée, soit d'ici 14 ans selon les projections du Secrétariat à l'économie. Ressources supplémentaires attendues: 650 millions.

L'exercice semble équilibré. Pourtant il pêche contre la raison économique, sociale et politique. En 2002, le Parlement, tablant sur un chômage modéré, a réduit le taux de cotisation de 3 à 2%, empêchant ainsi l'assurance de constituer des réserves en prévision d'une détérioration future du marché du travail. Il fait maintenant payer cette erreur aux chômeurs, réduisant le revenu de nombreuses familles. En pénalisant spécialement les jeunes et les chômeurs de longue durée, il prend le risque d'exacerber les tensions qui se font jour à propos de la libre circulation des personnes.

Si cette dernière a sans conteste contribué au dynamisme de l'économie helvétique, elle est perçue par une partie de la population

comme une concurrence déloyale à l'égard des salariés résidents. Si de plus la protection contre le chômage est affaiblie, alors même que la situation du marché du travail se dégrade, il ne faudra pas s'étonner de la résistance populaire lors de prochaines votations portant sur l'ouverture à l'Europe.

Radicaux et démocrates-chrétiens ont pu compter sur l'UDC pour affaiblir l'assurance-chômage, dédaignant tout compromis avec la gauche. Cet allié ne leur sera d'aucun secours pour la poursuite d'une politique d'ouverture économique honnie par l'UDC. A ce moment-là, c'est de la gauche qu'ils auront besoin. En réduisant le dossier de l'assurance-chômage à une affaire comptable, en négligeant de prendre en compte sa dimension sociale, les partis bourgeois ont commis une erreur majeure. Une erreur dont ils pourraient payer le prix lors de la votation référendaire d'ores et déjà annoncée.

Europe: la souriante fermeté de Michael Reiterer

Echanges sur la souveraineté au 8e Dialogue européen à Lausanne

Albert Tille (20 décembre 2009)

«*Mieux vaut résoudre les problèmes ensemble que de ne pas les résoudre.*» Dans un récent colloque organisé par la Fondation Jean Monnet, Michael Reiterer, l'ambassadeur de la Commission européenne à Berne, a trouvé le ton pour exprimer en langage diplomatiquement correct les critiques qu'il adresse à la politique européenne de la Suisse.

Les défis actuels sont de dimension mondiale. La dégradation de l'environnement, les réseaux criminels, le terrorisme ou les dérèglements financiers ne peuvent être combattus au niveau d'un seul Etat. La souveraineté nationale, concept du XIXe siècle, n'a plus de sens aujourd'hui. Elle ne peut être que partagée.

La Suisse l'a compris depuis longtemps en répartissant les compétences entre cantons et Confédération. Elle devrait admettre que ce principe fondateur de la Suisse est aujourd'hui celui de l'Union européenne. Mais la diplomatie helvétique conserve une conception défensive de la souveraineté. Restée à l'écart, elle entend conserver jalousement son libre-arbitre. Cependant, elle se rend compte qu'elle doit s'aligner sur la

réglementation européenne pour assurer sa survie économique et sociale.

Il y a donc une contradiction irréductible entre la volonté de concilier cette reprise indispensable du droit étranger avec la souveraineté étroitement nationale. La Suisse a tenté de composer en demandant – et obtenant parfois – le droit de participer à la préparation des réglementations européennes. Mais les décisions sont réservées aux Etats membres et à eux seuls. Poursuivant sa logique souverainiste, la Suisse entend donc conserver le droit de reprendre ou de refuser le nouveau droit.

En toute cordialité pour un pays où il a effectué une partie de ses études, Michael Reiterer, invite la Suisse à revoir sa copie. Le Traité de Lisbonne a multiplié les cas où les pays membres doivent se plier à une décision majoritaire. Comment imaginer qu'un pays tiers soit mieux traité qu'un Etat membre? Comment admettre que la Suisse ait seule le privilège de prendre ce qui lui plaît et de refuser ce qui la dérange? C'est pourtant à peu près ce qui se passe avec les négociations bilatérales. Et ce privilège dérange un nombre grandissant d'Etats membres.

Défenseur de la position officielle de la Suisse, Jacques de Watteville, ambassadeur auprès de l'Union européenne, affirme que les arrangements bilatéraux sont passés à l'avantage des deux parties. A preuve le tout récent accord sur le passage des marchandises en douane. Pour sécuriser ses échanges, l'Union a imposé un contrôle accru de toutes les marchandises en provenance d'un pays tiers. Appliqué à la Suisse, pays de transit entre nombre de pays membres de l'Union, ce nouveau système aurait provoqué des embouteillages monstres et des retards de livraisons préjudiciables à tous. La Suisse a donc obtenu un traitement d'exception. De même, un accord sur l'électricité devra s'imposer dans l'intérêt réciproque. L'interconnexion des réseaux ne peut éviter le territoire suisse.

Les exemples cités par l'ambassadeur suisse sont convaincants. Mais il y en a beaucoup d'autres où la réciprocité des avantages est moins évidente. L'Union ne compte pas vingt-sept amis de la Suisse. Le choix des bons morceaux, le «*pick and choose*» de nos accords bilatéraux a sans doute ses beaux jours derrière lui.

Le retour aux sources et le choix européen

«*Quand la gauche s'éveillera*», de Jean-Claude Rennwald, illustre la contradiction européenne des socialistes

André Gavillet (17 décembre 2009)

Ce fut d'abord un livre-tract, publié sur le net. Jean-Claude Rennwald y défendait sa candidature au Conseil national. Et, comme on sait, il fut réélu. Quant au livre, revu et augmenté, il fut édité papier (Favre, 2009, sous le titre *Quand la gauche s'éveillera*). La matière s'était augmentée de l'échec électoral du parti socialiste suisse. Perte de neuf sièges aux élections fédérales. Rennwald y voit «*un des plus graves échecs*» de l'histoire du PSS, «*une débâcle*». Il faut, dit-il, définir les conditions stratégiques de «*survie*». D'où le livre.

Situation suisse et schéma traditionnel

Partout la social-démocratie connaît des fortunes diverses. Paradoxalement elle ne sort pas renforcée de la crise économique et financière, alors que le rôle de l'Etat social, de la régulation, du service public sont des outils et des concepts qu'elle a défendus.

Dans ce tableau général, la crise suisse a des traits spécifiques. Les analyses révèlent qu'une partie de son électorat a été séduite par les slogans de l'UDC ou par les innovations des Verts. L'UDC a pu se greffer sur l'ancien parti des Paysans, Artisans et Bourgeois, ce qui lui donne une respectabilité historique. Devenue premier parti de Suisse, elle siège au gouvernement, même si son leader n'y fut pas réélu; le PSS acceptant cette cohabitation imposée.

Il faut, dans ces circonstances, selon Rennwald, retrouver un langage et un programme qui parlent «*aux couches populaires*» – l'anachronisme de la formule étant gage de pureté.

Demandez le programme

Conçu primitivement comme préélectoral, le livre n'évade pas la question: comment gouverner autrement. Le lecteur peut se reporter au chapitre «*Dix réformes pour 2012, ou quand la gauche gouvernera*». A titre d'exemple: «*Articuler travail, famille et vie sociale*», «*Finances et redistribution*», «*Démocratiser la culture et diversifier la presse*». Chaque réforme mériterait discussion. Et plus généralement se pose la question: pourquoi n'ont-elles pas jusqu'ici été perçues par les «*couches populaires*»? La démarche de l'auteur ne laisse guère de place à l'autocritique. Ce que l'on retiendra pour le débat, ici, c'est la question européenne.

Europe

Rennwald se déclare enthousiaste de la cause européenne, et il est connu comme tel. Il reprend la critique d'un bilatéralisme qui révèle toujours plus ses insuffisances.

Les difficultés sont de deux ordres. La première – elle n'est pas éludée – est la hausse de la TVA à 15%. Mais l'on peut donner à cet impôt un

caractère social en affectant au financement de l'assurance-maladie la recette supplémentaire. La deuxième difficulté est celle des services publics qui contribuent à la cohésion nationale, à l'égalité de traitement des régions périphériques. Or Rennwald affirme catégoriquement que la défense du service public passe par «*l'opposition à toute forme de libéralisation du secteur de l'énergie*», le «*maintien d'un monopole de la Poste aussi large que possible*». Or, le maintien de ces monopoles est incompatible avec le droit européen, et non négociable. Un proeuropéen convaincu devrait reconnaître la suprématie de principe du droit européen sur le droit national.

Politiquement

La raison d'être de l'UDC est son opposition à l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Rouvrir les négociations, c'est logiquement l'exclure du gouvernement fédéral. Le parti socialiste, le PLR, le PDC, les Verts auront l'obligation de s'entendre pour conduire cette mutation historique. Cet accord gouvernemental, négocié ou implicite, fait de concessions réciproques, est difficilement conciliable avec un programme socialiste dur.

Comment à la fois se ressourcer et préparer une autre collaboration gouvernementale? Rennwald évoque et peut-être souhaite le retrait du PS du Conseil fédéral, mais ne

serait-ce pas y installer plus solidement l'UDC?

L'intérêt du livre de Jean-Claude Rennwald, plus que dans les propositions

programmatisques, tient à la contradiction, laissée ouverte, sur le choix européen.

Pas de sécurité alimentaire sans une véritable politique agricole *Ce n'est pas l'autarcie mais le commerce et les échanges qui viendront à bout de la faim dans le monde*

Lucien Erard (16 décembre 2009)

Les pays développés gaspillent la nourriture, titre *Le Monde* du 12 décembre: selon une étude, 40% de l'alimentation disponible aux Etats-Unis est jetée! Un scandale alors que la faim est encore une réalité dans certains pays en développement. Pourtant si demain ce gaspillage cessait, comme le demande l'éditorial du *Monde*, cela ne résoudrait en rien le problème de la sous-alimentation. Renoncer à l'élevage et à la viande, gros consommateurs de céréales non plus. En réalité, le niveau de production agricole dépend de la demande solvable de produits alimentaires et pas des besoins. Et la faim dans le monde est due avant tout à l'insuffisance des revenus de larges couches de la population.

Produire suffisamment pour nourrir sa population implique une politique agricole garantissant une certaine stabilité des prix, et prévoyant donc de financer des stocks pour les années de pénurie et de racheter les surplus en cas de bonne récolte. Un processus coûteux conduisant presque toujours à des stocks pléthoriques qu'il est tentant

de brader sur le marché mondial ou de donner à des populations affamées. Or les pays en développement ont rarement les moyens d'une telle politique. Cela explique que les pertes de denrées alimentaires peuvent, toujours selon *Le Monde*, y atteindre jusqu'à 60%, faute de marché, de moyens de stockage et de transport. S'y ajoute les importations à prix cassés des surplus des pays riches qui achèvent de saboter tout effort national pour créer un marché pour les agriculteurs indigènes. Et ce sont ces agriculteurs qui, faute de débouchés pour vendre leur production, sont forcés d'abandonner leurs terres pour la ville. Ils vont alors grossir les populations des bidonvilles, sans revenus permanents et premières victimes de la faim et de la malnutrition.

Il n'y a pas de sécurité alimentaire et de politique agricole sans surplus très vite excessifs. Il faut donc trouver des débouchés à ces surplus. C'est sur ce problème que bute le cycle de Doha de l'OMC. Les pays industrialisés veulent continuer d'exporter leurs excédents agricoles et refusent

d'abaisser leurs droits de douane à l'importation alors que les pays en développement veulent pouvoir exporter leurs produits.

Pourtant sont en train d'apparaître d'autres alternatives à l'utilisation de ces surplus: le Brésil produit de l'éthanol carburant avec ses excédents de sucre, les Etats-Unis avec leur maïs. A condition d'être intelligemment menées, de telles solutions pourraient permettre de renforcer les politiques agricoles, de créer de nouveaux emplois et, pour autant que la priorité reste à l'alimentation humaine, de garantir l'achat de l'ensemble des récoltes, condition du maintien, à long terme, d'une agriculture forte et prospère.

Lutter contre la faim, c'est produire suffisamment. Mais c'est surtout faire en sorte que chacun dans le monde ait un revenu qui lui permette de nourrir sa famille, en créant des emplois, mais aussi des aides aux plus défavorisés pour qu'ils puissent acheter des produits locaux plutôt que de leur distribuer nos surplus agricoles.